



Éditorial

Changer de modèle !

La COP21 s'ouvre à Paris. Elle porte sur le réchauffement climatique et les efforts à faire pour le limiter à 2 degrés. Chaque pays doit prendre des mesures à proportion de sa richesse et de sa production de gaz à effet de serre. Les pays les plus pauvres, intertropicaux, risquent d'être parmi les principales victimes de ce réchauffement, à cause de la multiplication et de l'intensification des phénomènes climatiques extrêmes. C'est la grande injustice : les pays les moins responsables du dérèglement climatique vont en être les principales victimes.

Le réchauffement climatique n'est que l'un des problèmes globaux à résoudre par la communauté internationale. Il y a aussi les menaces sur la biodiversité, l'épuisement des ressources halieutiques, les pollutions en tout genre, la dégradation de la qualité de l'air et de l'eau... la liste n'est pas limitative. Sans même parler du respect des Droits de l'Homme pour tous, de la paix mondiale, de la lutte contre le terrorisme... Ce réchauffement climatique est un bon révélateur du caractère erroné de notre modèle de développement. Il nous faut trouver des voies nouvelles pour un développement économique qui soit à la fois durable, bénéfique au plus grand nombre en limitant les inégalités excessives, et qui contribue à forger des sociétés inclusives visant au bien-être des populations plus qu'à la croissance du PIB. Le pilotage de l'économie avec un tel outil pipé est impossible, la critique est connue et ancienne.

La COP21 de Paris soulève des enjeux bien plus vastes que le « seul » réchauffement climatique. Ce sommet peut devenir l'occasion d'une prise de conscience : notre planète suit un chemin erroné. Il est temps de tracer des voies nouvelles, à la fois économiques, sociales et écologiques. C'est aussi ce que demande l'encyclique du pape François en parlant de changement de paradigme.

Antoine Sondag
antoine.sondag@lebret-irfed.org

Face à la triple crise, repenser l'économie

Par Sophie de Rivaz

*Sophie de Rivaz, animatrice à Genève du bureau d'analyse et de conseil Pol.ethique www.polethique.ch/ signe la postface de l'ouvrage Collectif Cotmec, **Trop riches, trop pauvres**, Editions d'en bas, 208 pages, 2015, 18 €.*

Nous vivons une triple crise, financière, sociale, environnementale :

- crise financière avec un endettement généralisé des ménages, des entreprises, des États, des banques ;
- crise sociale avec une partie de l'humanité qui vit dans le dénuement et une montée inquiétante des inégalités ;
- crise environnementale avec le changement climatique.

Ces trois crises se nourrissent les unes les autres. Elles renforcent pauvreté matérielle, pauvreté de la qualité de vie et sentiment de pauvreté. Comment en est-on arrivé là ? Comment dans un monde capable de nourrir l'ensemble des humains, un sur huit peut-il mourir de faim ? Pourquoi malgré les avertissements de la communauté scientifique, poursuivons-nous un mode de production et de consommation catastrophique pour la planète à terme et qui déjà menace l'environnement des plus démunis ?

La triple crise et ses effets sur les pauvretés

Les imbrications des trois volets de la crise s'éclairent autour de deux exemples illustratifs des années 2000 : la hausse du prix de la nourriture dans nombre de pays du Sud, la crise des *subprime* aux États-Unis.

La hausse du prix des produits alimentaires de première nécessité s'explique pour plusieurs motifs : la multiplication des événements de sécheresse ou d'inondation qui diminuent le stock des récoltes de riz,

blé ou maïs, la concurrence des terres par les agrocarburants, l'épuisement des sols (crise environnementale). Moins de récoltes implique une tension sur les prix des produits agricoles qui augmentent [...] Émeutes de la faim et mouvements de protestation se multiplient face aux difficultés pour les plus démunis à survivre (crise sociale).

Second exemple : la crise des *subprime*, ces crédits alloués à des taux d'intérêt élevés à des personnes non solvables et sans contrôle strict de leur capacité à les rembourser [...] Face à la montée de ces problèmes, la réponse des politiques et de leurs conseillers économiques n'a pas été de tenter un meilleur partage des ressources entre pays riches et pays pauvres et, au sein des pays, entre catégories très favorisées et catégories de moins en moins favorisées, mais de répondre par un « toujours plus » grâce à plus de technologie (OGM pour l'agriculture, gaz et pétrole par fracturation des sols pour l'énergie, par exemple), plus de productivité du travail que ce soit dans le privé ou le public, plus de crédits.

Croissance de la production, source de biens ou de maux ?

Face à la crise, la croissance semble être la seule réponse pour créer des emplois, rétablir les finances des États, permettre le développement de technologies « vertes ». Lorsqu'il s'agit d'évoquer la santé économique et sociale d'un pays, gouvernements et médias donnent une importance notable à l'indicateur qui mesure l'augmentation de la production dans un État au cours d'une année : le Produit intérieur brut (PIB). Les

critiques ne manquent pas vis-à-vis de cet indicateur.

La croissance fougueuse qu'ont connue certains pays (Europe de l'après-guerre jusqu'à la fin des années 1970, pays émergents depuis quelques années) a indéniablement permis une augmentation du bien-être de millions de personnes. Elle n'a cependant pas gommé les inégalités criantes entre individus dans les pays du Sud, ni empêché le retour de ces mêmes inégalités criantes dans les pays du Nord. Elle s'est faite sur l'exploitation de ressources non renouvelables, elle a conduit à des seuils critiques d'émission de CO₂, elle est cause des changements climatiques, lesquels touchent en premier lieu les plus démunis.

État des réflexions autour de la croissance

Reconsidérer la richesse, Redéfinir la prospérité, Une Prospérité sans croissance, Adieu à la croissance, La Mystique de la croissance, Comment s'en libérer, La Véritable Richesse, Une économie du temps retrouvé. Les réflexions se multiplient. Elles visent États et catégories de personnes qui sont majoritairement sorties de la pauvreté matérielle mais dont les qualités de vie et du lien social laissent à désirer. Que doit être la prospérité future ? Pour Dominique Méda, la priorité doit être « la satisfaction des besoins humains essentiels sous la contrainte de la prise en considération de la nature et de la cohésion sociale ». Oui, mais... comment dans nos sociétés occidentales, les plus concernées par une redéfinition de la prospérité, lutter contre le chômage, maintenir les prestations sociales dans une optique de baisse de la production et de la consommation ?

À quoi pourrait ressembler une « autre croissance »

La croissance fondée sur l'exploitation d'énergies fossiles bon marché, une hausse de la productivité du travail conduisant aux existences parallèles de chômage et de mal-être au travail et une consommation reposant sur l'éphémère et l'obsolescence programmée des produits n'est pas durable. Il s'agit de repenser la croissance en termes qualitatifs et non quantitatifs, ce qui implique

également de repenser les indicateurs de richesse, notamment le PIB qui ne peut en aucun cas être un reflet du bien-être.

La prospérité future ne devrait plus relever de la hausse de la production mais de celles des « capacités » selon le terme d'Amartya Sen, de la valorisation des temps sociaux, des activités effectuées en dehors du temps rémunéré (engagement associatif, politique, soins aux proches), de la réduction des inégalités en termes de revenus mais également d'accès aux droits élémentaires (éducation, santé, participation aux décisions politiques, accès à la culture).

Partager le travail, diminuer sa productivité

Créer de l'emploi pour lutter contre le chômage passe par deux moyens : partager les temps de travail et diminuer la productivité de ce dernier. Dominique Méda, revenant sur les polémiques suscitées en France par la loi Aubry de passage aux 35 heures, note que ce partage existe déjà dans plusieurs pays (on pense, par exemple, à l'Allemagne et à la Suisse) dans lesquels les temps partiels deviennent monnaie courante... mais concernent essentiellement les femmes. Elles peuvent ainsi, certes, mieux conjuguer activités professionnelles et familiales mais au prix de salaires moins élevés, de carrières moins intéressantes, de montants réduits des retraites. Il s'agirait donc de maintenir le montant des prestations sociales tout en offrant aux personnes, hommes et femmes, la possibilité de réduire le temps de l'emploi rémunéré, ce qui se pratique déjà dans les pays scandinaves ou aux Pays-Bas. Selon Tim Jackson, la solution au chômage viendra de l'embauche dans les secteurs moins productifs, mais plus gourmands en main-d'œuvre qui sont également ceux de l'avenir : emplois dans l'économie sociale et solidaire, le social, les services à la personne. Il regrette le peu de considération actuelle pour ces domaines [...].

Réduire l'échelle des salaires

Partager le travail exige un niveau correct de salaires et de remonter les plus bas d'entre eux. Cela pourrait se faire en redistribuant plus équitablement les augmentations de

salaires, qui ces dernières années ont surtout profité aux très hautes rémunérations [...].

Diversifier taxes et impôts

Les propositions ne manquent pas. L'Association pour une taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (Attac) milite depuis de nombreuses années pour taxer les transactions financières [...]. Une mesure qui permettrait, outre des rentrées financières importantes, de freiner la spéculation [...]. Éloi Laurent souligne que cette taxation des « maux » relève d'une troisième révolution fiscale, la première consistant en l'introduction d'un impôt sur le revenu au début du XXe siècle, la deuxième, en l'introduction d'un impôt sur la consommation (TVA) dans les années 1950. Jean Gadrey souligne la nécessité d'être attentif à ce que les écotaxes fonctionnent sur la base d'un système redistributif vers les bas et moyens revenus. Il rappelle par ailleurs le manque de progressivité de l'impôt sur le revenu et la fortune dans un pays comme la France et insiste sur la nécessité de rétablir cette progressivité. Il s'agit également d'utiliser les taxes mondiales pour réduire les inégalités entre Nord et Sud.

Des investissements verts grâce à une autre finance

Côté protection de l'environnement, Alain Lipietz estime que la sortie de crise va exiger d'énormes investissements. Il propose de lancer un « Green New Deal », en référence au programme de relance économique lancé aux États-Unis après la crise économique de 1929, et de dégager des fonds pour développer des technologies plus écologiques telles que mobilités alternatives à la voiture, véhicules moins polluants, énergies dites « vertes » (éolien, solaire, géothermie), isolation des bâtiments, développement des filières de recyclage, de fonctionnalité [...].

Mesurer des stocks et pas seulement des flux de richesses

Si nous voulons évaluer correctement les « vraies richesses », il est incontournable de prendre en considération d'autres indicateurs

que la seule mesure de la production par le PIB, de ne plus se limiter à mesurer des flux, comme le fait le PIB, mais également des stocks ou, pour reprendre la terminologie relative au développement durable, de « capital », technique, environnemental et humain. Aux termes de « stocks » ou « capital », Dominique Méda préfère celui de « patrimoine » qu'elle définit ainsi : « Par patrimoine, j'entends ici non seulement le patrimoine naturel (la qualité de l'eau, de l'air, du climat, le paysage, la répartition harmonieuse des individus sur le territoire, les forêts, la beauté des paysages, la diversité des espèces, etc.), mais aussi le patrimoine humain, c'est-à-dire tout ensemble, le nombre d'individus vivants, leur qualité de vie, leur état de santé, leur caractère plus ou moins xénophobe, leur tendance ou non au fascisme et au totalitarisme, leur degré de solidarité, leur niveau d'éducation et leur niveau de culture, leur participation à l'activité politique, la qualité de leurs libertés individuelles, leurs moyens pour exercer réellement celles-ci, le caractère réel des droits sociaux dont ils disposent. » [...]

Des théories et des politiques économiques qui alimentent la crise

Le mythe de la poursuite de la croissance comme moyen de lutter contre la crise et les pauvretés, n'est pas le seul : nos gouvernants restent prisonniers d'un certain nombre d'idées qui renforcent les effets délétères de la course à la croissance : croyance en l'efficacité absolue des marchés, qui a conduit par exemple à la déréglementation et l'explosion du secteur financier ; conception de l'environnement comme pourvoyeur de biens gratuits et infiniment renouvelables, d'où la crise environnementale ; perception de la société comme somme d'humains consommateurs liés ensemble par l'échange marchand, d'où l'affaiblissement du politique et du social.

La libéralisation des marchés a provoqué l'explosion de la finance

Dans le credo de la théorie économique orthodoxe, les marchés

Libre propos



Trop riches, trop pauvres

Collectif (sous la direction de Cotmec), *Trop riches, trop pauvres*, Genève, Éditions d'en bas, 208 p., 2015, 18 €

Ce livre est le résultat d'un travail de l'association COTMEC (Commission Tiers Monde de l'Eglise Catholique, à Genève). Il présente un bilan global de la pauvreté (de la misère plutôt) sur terre, et des inégalités, au Sud comme au Nord. Il s'intéresse à de nombreuses thématiques comme l'alimentation, le travail, le logement, l'éducation, la santé, l'environnement, la finance, etc. Chaque thème est abordé sur une double-page : à gauche une infographie lisible et de qualité, à droite un texte qui résume les différents constats. Les faits sont décrits en chiffres parlants. Des QR codes et de nombreux liens permettent d'approfondir les réflexions.

Cet ouvrage est facile d'accès et bien imagé. Le contenu pourrait désespérer le lecteur par l'ampleur de la misère et des inégalités. Mais l'ouvrage propose de nombreuses pistes de solution, notamment pour penser différemment l'économie et initier l'inévitable changement : une économie plus sociale et solidaire, un accent mis sur les relations humaines plutôt que sur

sont les plus aptes à réguler les échanges et à conduire à un équilibre satisfaisant pour toutes et tous. Le constat est autre : la libéralisation et la dérégulation des marchés financiers depuis les années 1980 ont conduit à la grave crise financière de 2008. De nombreuses banques sont considérées comme *too big to fail*, trop grosses pour faire faillite, non pas que leur taille les prévienne de la banqueroute mais parce que les conséquences en cas de crash seraient dramatiques tant pour les épargnants que pour les pouvoirs publics. Ces derniers leur sont donc venus en aide et se sont massivement endettés [...].

Considérer la nature comme gratuite a conduit à son exploitation

Pour les théoriciens de l'économie classique et néoclassique, la nature n'avait pas à être prise en compte. « Les richesses naturelles sont inépuisables car sans cela nous ne les obtiendrions pas gratuitement. Ne pouvant être multipliées ni épuisées, elles ne sont pas l'objet des

l'accumulation de biens matériels, le souci des générations à venir. La misère à éradiquer. Et un niveau de prospérité relative très acceptable, si on n'écarte pas l'idée d'une simplicité volontaire, une sobriété heureuse, une frugalité de bon aloi, gages d'une vie plus digne pour tous.

L'ouvrage a été coordonné par la COTMEC, qui prend un tournant après quelques décennies de bons et loyaux services. Pour découvrir le visage nouveau de la Cotmec, voir www.cotmec.ch

La Cotmec est en partenariat ancien avec *Développement et Civilisations*.

Livres qui sous-tendent la réflexion de S. de Rivaz

Piketty (T.), *Le Capital au XXe siècle*, Seuil, 2013
 Viveret (P.), *Reconsidérer la richesse*, Ed. de l'Aube, 2010
 Méda (D.), *La Mystique de la croissance, comment s'en libérer*, Flammarion, 2013
 Gadrey (J.), *Adieu à la croissance. Bien vivre dans un monde solidaire*, Les Petits matins, 2010
 Laurent (E.), *Le bel Avenir de l'Etat providence*, Les liens qui libèrent, 2014

sciences économiques », souligne Jean-Baptiste Say (1787-1832). Mais les biens naturels, minerais, hydrocarbures, mais aussi air et eau purs, finissent par s'épuiser ; la biodiversité se réduit ; les changements climatiques provoquent inondations, sécheresses, tempêtes [...].

Concevoir la société comme une somme d'individus atomise le politique et le social

Friedrich Hayek, le père spirituel dont se réclament de nombreux économistes néolibéraux, reprend l'idée de la main invisible d'Adam Smith, pour montrer que ce qui constitue le lien dans la société de marché, ce sont les échanges entre humains [...], il faudrait limiter l'intervention de l'État en dehors de ses fonctions régaliennes (police, justice, armée)... La tendance est de privatiser les services publics (au nom de gains d'efficacité et de baisse des tarifs) : transport aérien, transfert ferroviaire, téléphone, poste ; les secteurs de la santé et de

l'éducation sont également concernés... Les conséquences en termes de dégradation de la santé, de l'éducation, de la viabilité de la fonction publique ont été telles que la Banque mondiale a fini par revoir sa copie...

Pistes d'espoir : les laboratoires d'action citoyenne

Des initiatives émergent dans tous les pays de la planète, au Sud comme au Nord. Elles restent encore éparses, mais des rencontres comme les Forums sociaux permettent de mettre en commun les expériences du Nord et du Sud.

Autour de la crise financière

On mentionnera autour de la finance : la création de banques axées uniquement sur la collecte d'épargne et le crédit selon des critères écologiques et sociaux comme la Banque alternative suisse, Triodos en Belgique et aux Pays-Bas, la NEF en France ; les clubs d'épargnants qui octroient des petits crédits tels « Les Cigales » en France mais aussi les traditionnelles tontines africaines, les expériences de microcrédits à l'image de la Grameen Bank.

Autour de la crise environnementale

De nombreuses expériences sont tentées par des individus dans un souci de produire tout en préservant l'environnement : pratiques de l'agriculture biologique ou de l'agroécologie fondées sur des technologies et des recherches qui permettent de lutter contre les nuisibles sans faire appel à de l'artillerie chimique ; incitation à l'utilisation de moyens de transport alternatifs à la voiture (et à l'avion) ; mise sur pied de logements coopératifs, d'écoquartiers ; développement des mines urbaines (recyclage des matériaux), de l'écologie industrielle (utilisation des rejets de certaines industries comme source d'énergie ou de matières pour d'autres).

Autour de la crise sociale

Au niveau de la société civile, des expériences fondées sur la collaboration et non la compétition entre individus se multiplient. Elles contribuent à la lutte contre la pauvreté matérielle en répondant à des besoins de base. Elles ont pour point commun de remettre l'économie à sa place : une économie qui ne réduit pas l'humain à de la seule main-d'œuvre ni la nature à des fonctions purement utilitaires mais une économie au service du bien commun, social et environnemental dans l'optique de répondre aux besoins des personnes et d'instaurer une autre qualité de vie. Ainsi, le secteur de l'économie sociale et solidaire, en plein développement, fait du profit non une fin mais un moyen.

De nouveaux indicateurs de richesses

Côté élaboration de nouveaux indicateurs, mentionnons l'exemple de la région Nord-Pas-de-Calais en France qui a élaboré un « indicateur régional de santé sociale » ou celle de l'État d'Acre au Brésil, habité majoritairement par des populations autochtones, qui en lien avec la fondation France Liberté a mis au point son propre indicateur de bien-être durable tenant largement compte de la viabilité de leur environnement, à savoir la forêt amazonienne. Dominique Méda insiste sur l'importance de la participation à la vie sociale et politique pour atteindre ces objectifs [...].

Les chantiers qui restent à ouvrir

Les expériences citoyennes doivent pouvoir se traduire en politiques publiques pour prendre de l'ampleur. Cela exige un soutien financier car l'argent reste le nerf de la guerre, même dans le monde associatif. Or le soutien des pouvoirs publics au secteur associatif n'est de loin pas suffisant. Avec la question de l'endettement public, le problème se pose de manière accrue.

Par ailleurs, toute une série de

problèmes en lien avec la redistribution des richesses ou une meilleure allocation des ressources implique une régulation étatique ou interétatique, soit par intervention directe, soit à travers la législation. Il s'agirait d'y réfléchir autour des thèmes tels que :

- le traitement de la dette écologique du Nord envers le Sud ;
- le règlement des dettes odieuses ;
- une répartition plus équitable de la valeur ajoutée des entreprises qui ne favorise plus prioritairement la rétribution du capital (actionnaires) au détriment du travail (salariés) ;
- une répartition plus équitable des salaires au sein des entreprises qu'elles soient privées ou publiques avec une diminution des écarts de rémunération ;
- la réactivation d'une progressivité de l'impôt sur le revenu et le capital ;
- la mise en place de normes et de taxes environnementales ;
- la mise sur pied d'instances juridiques qui puissent sanctionner sur le plan international les manquements aux droits du travail et aux droits environnementaux à l'image de ce qui existe pour l'OMC ;
- la *priorisation* du droit dans les domaines environnementaux et sociaux sur les règles du commerce ;
- enfin, la régulation et l'encadrement des marchés financiers afin que la finance soit mise au service de l'économie réelle au lieu de la ponctionner et de créer de l'argent par de l'argent.

[...] Lutter contre la pauvreté matérielle et la pauvreté de qualité de vie implique de mettre à bas les causes de la triple crise. Il s'agit d'abandonner le credo de la croissance économique à tout prix et de s'accorder sur ce que devraient être nos vraies richesses. Cela implique aussi de sortir des carcans de pensée de la théorie économique car des théories qui étaient vraies il y a un ou deux siècles ne le sont plus aujourd'hui. Les exemples d'actions citoyennes au Sud et au Nord montrent que des pistes existent mais les résistances au niveau du relais politique restent fortes, autant de sources d'espoir que d'inquiétudes.

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebrecht-Irfd 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebrecht-irfd.org L'association DCI - Lebrecht-Irfd anime un réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot - Rédacteur en chef : Antoine Sondag - Comité de rédaction : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Bernadette Huger, Asphodèle Berthelot, Emmanuelle Bouzigon, Jacqueline de Bourgoing.

La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en euros, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebrecht-Irfd Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE) ou en Suisse : RAiffeisen - Genève, N°IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé.

